



Université Cheikh A Diop

Dakar

---

**INSTITUTIONNALISATION DU GENRE, DES DROITS ET DE LA  
CITOYENNETE DES FEMMES DANS L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR A L'UCAD**

**Laboratoire genre et recherche scientifique  
Institut Fondamental de l'Afrique Noire -IFAN /  
Université Cheikh Anta Diop- UCAD**

**Proposition soumise par le *Laboratoire genre et recherche scientifique IFAN/ UCAD*  
Au Centre de Recherches pour le Développement International  
Budget global : 330 737,165 *CAD*  
Durée : *24 mois***

## Table des matières

<b><i>Résumé.....</i></b>	<b>3</b>
<b><i>Liste des sigles et abréviations .....</i></b>	<b>4</b>
<b><i>I- Contexte et enjeux.....</i></b>	<b>5</b>
<b>1. 1- Les questions de genre et les questions de droits et citoyenneté au Sénégal, mal cernées .....</b>	<b>5</b>
1.1.1 <i>Les questions des droits et de la citoyenneté.....</i>	5
1.1.2 <i>Accès aux ressources économiques.....</i>	6
1.1.3 <i>L'accès à des services de base et aux services sociaux .....</i>	7
<b>1.2 La faible capacité de recherche sur les questions des inégalités de genre.....</b>	<b>8</b>
1.2.1 <i>Enjeux d'une approche scientifique des questions des inégalités.....</i>	8
1.2.2 <i>Le genre au cœur de la problématique du développement.....</i>	9
1.2.3 <i>La recherche en genre au service du développement .....</i>	9
<b><i>II - Justification et Problèmes .....</i></b>	<b>10</b>
<b><i>III – Objectifs du projet .....</i></b>	<b>12</b>
3.1- <b>Objectif global .....</b>	<b>12</b>
3.2- <b>Objectifs spécifiques .....</b>	<b>12</b>
<b><i>IV – Méthodologie.....</i></b>	<b>13</b>
<b><i>V – Stratégie d'intervention.....</i></b>	<b>14</b>
<b><i>VI – Calendrier d'exécution.....</i></b>	<b>17</b>
<b><i>VII – Principaux produits.....</i></b>	<b>19</b>
<b><i>VIII – Résultats attendus.....</i></b>	<b>19</b>
<b><i>IX – Diffusion des résultats.....</i></b>	<b>19</b>
<b><i>X – Institution et personnel.....</i></b>	<b>20</b>
<b><i>XI – Suivi et évaluation.....</i></b>	<b>21</b>
<b><i>XII Risque et faisabilité .....</i></b>	<b>21</b>
<b><i>XIII – Budget prévisionnel.....</i></b>	<b>22</b>

## Résumé

Ce projet qui s'étendra sur deux années et mis en œuvre par le Laboratoire Genre et Recherche Scientifique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, a pour but de promouvoir la création et le développement de compétences de recherche sur les approches et méthodologies appropriées pour une meilleure intégration des intérêts stratégiques des femmes dans les politiques et programmes de développement, mais également dans les stratégies et programmes d'enseignement.

Ce projet sera mis en œuvre dans un contexte marqué d'une part par une pacification du débat sur les problématiques de genre dans la sous région ouest africaine et l'acceptation par l'essentiel des acteurs de l'importance des rapports égalitaires et de l'exercice de la citoyenneté dans les processus de développement. D'autre part, même si une volonté politique croissante pour la promotion de l'équité entre les sexes est observée, l'effectivité de la prise en compte des intérêts stratégiques des femmes dans les programmes et projets de développement est questionnée.

Cette situation semble être liée entre autres à la faible disponibilité de compétences techniques et scientifiques pour entreprendre des recherches intégrant les perspectives sexospécifiques, pouvant informer la prise de décision politique.

Dans une démarche collaborative de recherche-formation et dans une perspective féministe, des experts de la sous région ouest africaine et du Canada seront mis à contribution dans ce projet dont un des résultats importants attendus est le renouvellement et le développement de la capacité et des compétences de recherche en genre, en articulation avec les problématiques de droits et de citoyenneté. Les résultats de ce projet serviront entre autres de base d'information et d'apprentissage aux autres structures d'enseignement et de recherche de la sous région qui cherchent aussi à accroître leurs capacités dans ce domaine.

## Liste des sigles et abréviations

ACDI	:Agence Canadienne de Développement International
CEDEF	:Convention sur l'Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes
CIPD	:Conférence Internationale Pour la Population et le Développement
CNRS	: Centre National de recherche scientifique (France)
CRDI	:Centre de Recherches pour le Développement International
DEA	:Diplôme d'Etudes Approfondies
DSRP	:Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ENDA	:Environnement et Développement du Tiers Monde
FAO	:Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GED	:Genre et Développement
IFAN/CAD	:Institut Fondamental de l'Afrique Noire/Cheikh Anta Diop
IFD	:Intégration de la Femme dans le Développement
INED	: Institut National démographique (France)
MAH	:Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique
ME	:Ministère de l'Education
MEF	:Ministère de l'Economie et des Finances
MFFDS	:Ministère de la Femme, de la Famille et du Développement Social
OMD	:Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	:Organisation Mondiale de la Santé
ONG	:Organisation Non Gouvernementale
OSC	:Organisation de la Société Civile
PNUD	:Programme des Nations Unies pour le Développement
PRAESC	:Programme de relance des activités économique et sociale de la Casamance
PTMR	: Programme de Transport en Milieu Rural au Sénégal
PTIP	:Programme triennal d'Investissement Prioritaire
RDC	: République Démocratique du Congo
RTS	:Radio Télévision Sénégalaise
SNEEG	:Stratégie Nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre
SNU	:Système des Nations Unies
SURF/WA	: Centre d'appui sous régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest
UCAD	:Université Cheikh Anta Diop
UE	:Unité d'Enseignement
UNFPA	:Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	:Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNIFEM	:Fonds des Nations Unies pour les Femmes
USAID	:Agence Américaine de Développement International
UV	:Unité de valeur

## I- Contexte et enjeux

La mise en place du laboratoire Genre et recherche scientifique repose sur deux constats :

- 1) les inégalités de genre et les questions de droits et citoyenneté sont mal cernées, du fait de l'absence de données de mesures des disparités ;
- 2) la quasi-absence de prise en compte du genre par l'université et les institutions d'enseignement supérieur dans leurs programmes de recherche et de formation.

### 1. 1- Les questions de genre et les questions de droits et citoyenneté au Sénégal, mal cernées

La plupart des pays africains ont ratifié les différentes conventions internationales comme la CEDEF (Convention pour l'élimination de toutes formes de discrimination envers les femmes), le Programme d'Action de Beijing de 1995 et la déclaration de l'Union africaine de 2004 qui prône la parité, ainsi que le Protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits de la femme.

Malgré les engagements et dispositions prises pour réduire les inégalités liées au sexe, les résultats obtenus jusqu'ici sont en deçà des objectifs fixés ; et même si dans certains domaines, des avancées ont été notées, elles sont en deçà des espérances et ne permettent pas l'atteinte des Objectifs du Millénaire (OMD) d'ici 2015.

Les discriminations basées sur le sexe sont exacerbées aujourd'hui par la pauvreté, dans presque tous les domaines : respect des droits fondamentaux, participation au pouvoir, accès aux ressources, éducation, santé, technologies nouvelles, environnement, etc.

#### *1.1.1 Les questions des droits et de la citoyenneté*

Pour le respect des droits fondamentaux, des mesures de protections des femmes ont été prises, mais leur application n'est pas toujours effective. Par exemple au Sénégal la loi de janvier 1999 pénalise les violences entre les conjoints, l'excision, le harcèlement sexuel et le viol, mais cela n'a pas réduit les actes commis contre les femmes. La nouvelle Constitution adoptée le 7 Janvier 2001 réaffirme le principe d'égalité et d'équité des genres et l'accès égal à la terre mais sans effectivité.

La question de la corruption de plus en décriée limite l'accès des femmes pauvres à la justice.

En ce qui concerne la participation au pouvoir, depuis 1995, il a été noté une progression, mais malgré tout, les pays africains n'arrivent pas encore à respecter les engagements pris en adoptant le Programme d'action de Beijing, pour une présence d'au moins 30% des femmes dans les instances de décision, la déclaration de la parité par l'Union africaine en juillet 2004. La moyenne de la représentation des femmes dans les parlements est d'à peine 16%. Au 30 avril 2006 sur le site de l'Union Internationale des Parlementaires<sup>1</sup> seul cinq pays avait franchi la barre de 30. il s'agit du Rwanda (48,8), du Mozambique (34,8), de l'Afrique du Sud (32,8), du Burundi (30,5). Quand les femmes sont dans l'exécutif, elles sont en général chargées de questions spécifiques sociales.

---

<sup>1</sup> l'Union Internationale des Parlementaires ([www.ipu.org/wmn-f/classif.htm](http://www.ipu.org/wmn-f/classif.htm))

### ***1.1.2 Accès aux ressources économiques***

Malgré l'apport incontestable des femmes dans les économies nationales et dans la survie des ménages, il y a une invisibilité des efforts fournis. Mais ignorer cette réalité serait une opportunité manquée d'amorcer le redressement nécessaire pour atteindre les OMD.

Différentes études ont mis en évidence les apports importants de la femme dans les pays en voie de développement. Leur contribution au revenu familial est réelle bien que méconnue, sous évaluée et dévalorisée. En République Démocratique du Congo (RDC), les femmes constituent 53,7% de la population active mais seulement 34% des activités des femmes sont reportées dans les comptes nationaux tandis que la proportion des activités des hommes reprises dans ces comptes s'élève à 76%. Au Togo, l'enquête Démographique et Santé (EDST-II) de 1998 et URD-DGS<sup>2</sup> de 2000 révèlent un taux d'activité chez les femmes de 62,5% contre 57,9% pour les hommes. Partout, malgré leur temps de travail plus important, les revenus moyens sont plus faibles chez la femme. L'enquête 123 menée à Kinshasa en 2005 dans le secteur informel révèle que les femmes travaillent en moyenne 51,1 heures contre 48,3 heures pour les hommes. Mais le revenu horaire moyen pour l'homme est de 407,5 FC contre 155,8FC pour la femme, soit 38% du revenu des hommes. Au Togo, dans les principaux secteurs, les femmes ont des revenus largement inférieurs aux hommes. Pour l'Emploi régulier le revenu des femmes représente 32,28% du revenu des hommes<sup>3</sup>.

La faiblesse de revenus des femmes est due essentiellement aux disparités à l'accès au travail rémunéré et à l'emploi et à une plus faible productivité des femmes, faute d'accès aux ressources (terres arables, technologies, capitaux) à l'éducation, à la santé, etc. et aux moyens de production<sup>4</sup>. Mais aussi, faute d'une prise en compte correcte des activités des femmes. Il existe peu ou pas d'investissements dans les secteurs où elles se trouvent, et l'absence de progrès qui s'en suit constitue un obstacle à la réduction de la pauvreté.

Dans l'agriculture, les femmes sont confrontées à des problèmes d'accès aux facteurs de productions et aux intrants et aux technologies. Elles continuent à avoir recours à des méthodes rudimentaires pour exploiter le peu de parcelles dont elles disposent.

Comment peut-on espérer résoudre la question de la sécurité alimentaire si on ne prend pas en compte les femmes ? Elles sont les principales actrices dans ce secteur selon la FAO (1996) 49% des denrées alimentaires sont produites par les femmes. Cette contribution va de 30% au Soudan à 80% dans la République du Congo.

La situation des femmes dans l'élevage est mal connue et elles sont très peu prises en charge par les politiques et programmes de développement, pourtant elles sont propriétaires de cheptel à des échelles intéressantes soit 47,8% au Sénégal.

Au Togo, 40,1% des caprins appartient aux femmes<sup>5</sup>. Cela justifie que les politiques leur prêtent plus d'attention, notamment pour le petit ruminant dont elles sont propriétaires de près de la moitié du capital. Mais parce que l'élevage est conçu comme masculin, les structures d'intervention ne font pas appel aux femmes qui ne connaissent même pas leur existence.

---

<sup>2</sup> Le rapport de la population active à la population totale

<sup>3</sup> Sources: URD-DGS 2000, page 34

<sup>4</sup> (Source: URD-DGS 2000, Famille, migration et urbanisation au Togo, fascicule 2).

<sup>5</sup> Source : RNA, 1996

Elles sont représentées par leur mari et leurs frères et sont exclus d'informations qui les aideraient à mieux gérer leurs ressources.

Il n'existe pas de données sur la pêche qui est dominée par les hommes. Même si l'on sait que des femmes prises individuellement ou sous forme de groupements sont propriétaires de pirogues de pêches. Ce qui est certain, par exemple au Sénégal, ce sont les femmes qui dominent le secteur de la transformation. Sur 6631 transformateurs 90,05% sont des femmes.

Mais elles ont aussi besoin des techniques modernes de communications.

Dans le secteur du petit commerce, les femmes sont massivement présentes mais elles ne disposent pas de capitaux suffisants pour augmenter leurs chiffres d'affaires.

En conséquence il s'agit de prêter plus d'attention aux femmes pour lever les contraintes à leur pleine participation au processus de reconstruction du pays, pour les enjeux du millénaire, mais aussi pour le principe de respect des droits humains de justice et d'égalité.

### ***1.1.3 L'accès à des services de base et aux services sociaux***

Faute d'accès à des services de base, les femmes perdent beaucoup de temps pour pourvoir aux besoins des familles en eau ou en énergie, soit pour acheminer les produits agricoles, etc.; ce qui limite leur capacité à s'investir dans des activités économiques rémunératrices.

Les femmes sont dans une large majorité analphabète. Celles qui vont à l'école ont toutes les chances de la quitter avant terme. Le maintien des filles pose problème pour diverses raisons : surcharges de travail domestique, offre scolaire insuffisante, éloignement des écoles, conditions de travail peu favorables (absence de toilettes convenables etc.). Le faible revenu des parents et les sollicitations financières multiples de l'école font que les parents, en difficulté, optent pour une discrimination en faveur des garçons.

Les femmes continuent à être les plus vulnérables à la maladie et à la mort. En 2002, plus d'un demi-million de femmes sont décédées suite à des complications liées à la grossesse et à l'accouchement dans le monde 50% d'entre elles vivaient en Afrique sub-saharienne. A l'exception de quelques pays, le taux moyen de mortalité maternelle pour l'Afrique subsaharienne entre 1990 et 2000 a faiblement évolué.

Les inégalités dues au genre sont une des causes de la féminisation de l'épidémie du VIH/SIDA. Sur les 25,8 millions de personnes infectées en Afrique subsaharienne, 13,5 millions sont des femmes soit 52,32%. (Source : PRB, Women of our World 2005; ONUSIDA). Même au Sénégal, malgré une bonne tenue de la prévalence du VIH qui est de 0,7% en 2005 au Sénégal, on assiste à une féminisation de l'épidémie. En 1996 il y avait une femme sur trois et aujourd'hui elles sont plus nombreuses que les hommes à être infectées. Pour un taux de prévalence national de 0,7%, il y a 0,9% de femme contre 0,4% pour les hommes. Il est nécessaire d'avoir une connaissance plus fine de cette réalité.

La recherche, incontournable dans la production scientifique des connaissances, est interpellée pour fonder une meilleure perception et une meilleure compréhension des effets des questions d'inégalité de sexe sur le développement. Mais les institutions d'enseignement et de recherche ont une faible capacité de formation et de recherche sur les questions portant sur les inégalités de genre.

## **1.2 La faible capacité de recherche sur les questions des inégalités de genre**

Les rapports sociaux de sexe constituent un champ important de la recherche sociale que l'université et les instituts de recherche ne peuvent pas ignorer. Mais les universités sénégalaises et ouest africaines semblent accuser un retard dans la prise en compte du genre et des questions de droits et de citoyenneté. Cela se traduit par la non-intégration des méthodologies, approches et théories sur le genre et les droits des femmes dans les programmes d'enseignement, de formation et de recherche.

On sait que la recherche même si elle est objective n'est pas neutre. Pour être au service du développement, elle doit aussi examiner les inégalités sociales porteuses de distorsion tant au niveau des statuts que des relations hommes-femmes. Elle pourra ainsi fournir une information décisionnelle pour renforcer les politiques et les programmes de développement social. C'est pourquoi, il est important de se soucier de l'équité dans tous les aspects du processus de recherche : conception, production du savoir, diffusion et application. Car une approche exclusivement androcentrique entraîne une fausse appréciation de la réalité, même masculine, de même qu'une approche exclusivement féminine entraîne des distorsions de la réalité, même féminine.

L'absence de l'université et des instituts supérieurs, au niveau la formation en genre, a entraîné un développement anarchique d'offre de formation sans garantie de véritable acquisition de compétences dans le domaine. Ainsi, malgré les multiples sessions de formation sur l'utilisation du genre comme outil d'analyse et d'intervention, les acteurs de développement demeurent encore confrontés à des difficultés de maîtrise du genre dans l'analyse et la mise en œuvre des politiques et programmes de développement.

L'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar qui a compris l'enjeu de combler cette lacune a ouvert en 1999 un poste de sociologue spécialisé en genre et a créé un Laboratoire de recherche sur le genre en 2004 avec comme objectifs la promotion de la recherche, de la formation et le développement d'une expertise en genre. L'IFAN considère que la production et l'utilisation du savoir est un facteur essentiel pour l'amélioration des conditions de vie des populations, d'où l'intérêt d'une approche scientifique des questions des inégalités.

### ***1.2.1 Enjeux d'une approche scientifique des questions des inégalités***

Le genre pose fondamentalement la question de la transformation des rapports sociaux, donc du changement social, ainsi le choix porté sur le concept genre traduit une volonté d'évoluer d'une approche idéologique à une démarche scientifique et technique de la prise en compte des inégalités sociales pour une transformation de la société.

Le concept a permis la production d'outils de cadre d'analyse et d'outils de recherche fondée sur une base scientifique qui rendent possible l'exécution de recherches tenant compte de la nature et des différences tant sociales que culturelles entre les sexes et offrent les moyens de concevoir et d'exécuter des programmes qui favorisent la correction des mécanismes et inégalités ou tout en empêchant leur aggravation.

Dépassant la simple dimension femme, l'approche genre est un instrument tant théorique que stratégique qui permet d'interroger la réalité sociale et institutionnelle sur les conditions de vie spécifiques de la femme, de procéder à une analyse comparative par rapport à celles de

l'homme, de mettre en évidence leurs interrelations et d'étudier l'impact de ces interrelations sur leur situation respective : accès aux ressources, à la connaissance, aux technologies, au pouvoir dans la famille et la société, ce qui met le genre au cœur du développement.

### ***1.2.2 Le genre au cœur de la problématique du développement***

Le développement se définit comme un processus complexe visant l'augmentation des niveaux de vie de la population et une répartition équitable de la richesse sociale au profit de toutes les composantes de la société. Ainsi, le problème des inégalités est devenu une question centrale, et justifie l'intérêt des pouvoirs publics, de la société civile et des institutions internationales pour l'approche genre en vue de la réorientation des politiques pour un développement équitable, efficace et durable.

Le genre, comme cadre d'analyse, permet ainsi au concept de développement de mieux prendre en compte, dans le contexte socio-économique auquel il s'applique, *les rôles, besoins et potentialités des hommes et femmes*, d'identifier les contraintes qui les affectent et de les intégrer dans les politiques et programmes d'intervention.

Aujourd'hui, il est largement admis que la femme, de par ses rôles dans la production et la reproduction y occupe une place déterminante. La Conférence internationale sur la population et le développement du Caire en 1994 et la Conférence mondiale sur les femmes de Beijing en 1995, ont été l'occasion de démontrer et d'affirmer les interrelations entre les conditions de vie, la situation sociale de la femme, la qualité de vie et l'efficacité des actions de développement.

A titre d'illustration, citons l'incidence positive d'un meilleur accès des femmes aux moyens de production et aux services sur leur productivité, l'éducation des enfants, la santé du ménage et le niveau de vie de leur famille. Dans cette perspective, la prise en compte du genre est à considérer comme *une valeur ajoutée* par rapport aux objectifs de création de richesses pour un développement humain durable.

L'approche genre qui considère la femme comme actrice de développement, s'intéresse à la présence des femmes et des hommes dans les tous les secteurs y compris les secteurs de productions, et propose des stratégies d'investissement différentes en termes de facteurs de production, d'organisation de la filière etc. Ainsi l'analyse genre de tous les secteurs dans lesquels se trouvent les femmes permet de rompre avec la perspective IFD (Intégration des Femmes au Développement), qui a conduit à des stratégies d'assistance avec une politique de micro crédit.

### ***1.2.3 La recherche en genre au service du développement***

D'une manière générale, la recherche pour le développement vise à trouver les réponses aux questions posées par les populations dont les inégalités sociales qui affectent les statuts et relations des hommes et des femmes sont parties intégrantes. A cet effet, l'approche genre est utile à la recherche dans la mesure où elle permet de mettre en évidence les inégalités qui existent entre les hommes et les femmes, de comprendre les mécanismes cachés qui favorisent et perpétuent ces inégalités et de donner des réponses appropriées pour agir sur ces mécanismes et corriger les inégalités ou empêcher leur aggravation.

Afin de formuler des politiques et de mettre en œuvre des programmes visant la promotion de l'équité entre hommes et femmes tels que recommandées par les différents sommets sur la femme, il est nécessaire de disposer d'informations aussi précises et détaillées que possibles sur la situation des femmes et de l'égalité de genre. Or, même si les différents recensements

fournissent des informations exhaustives sur les répartitions par sexe et par âge de la population. Il est constaté que, hormis le secteur et celui de la santé dans une moindre mesure, la situation différenciée des hommes et des femmes est mal cernée. Par ailleurs, il y a très peu d'études sur la situation des hommes permettant de comprendre certaines attitudes et comportements pouvant constituer des contraintes au développement, économique et social. Ainsi, au-delà des données statistiques, il est important de disposer d'informations qualitatives sur la manière dont les inégalités se présentent dans divers secteurs et sur les conditions dans lesquelles ces inégalités se construisent.

## II - Justification et Problèmes

L'entrée en masse des femmes dans l'enseignement supérieur et l'apparition du mouvement de libération des femmes à la fin des années 60 sont à l'origine de la création d'un nouveau champ d'étude questionnant les rapports de sexe et la construction de l'identité sexuée, dans les pays avancés.

Volontiers regroupées, aujourd'hui, sous le terme de genre, ces études ont reçu divers noms selon les approches privilégiées : « études féministes », « études féminines », « études des rapports sociaux de sexe » etc.

Ce nouveau domaine de recherches a trouvé un support institutionnel, dès les années 1970, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans la plupart des pays anglophones. Les pays d'Europe continentale ont aussi vu croître ces recherches et ces enseignements, quoique leur mode d'insertion dans le monde académique y soit plus disparate.

En France, des études sur les femmes (on peut faire référence notamment au *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, 1949), aussi bien que la création, dès le début des années 70, des premiers groupes d'enseignantes chercheuses à Aix-en-Provence, Lyon, Paris et Toulouse, plaçaient ce pays parmi les plus impliqués dans ce nouveau champ de recherche. Toutefois, cet essor s'est fait le plus souvent grâce à des initiatives individuelles, et le bilan en termes institutionnels est maigre. Parmi les organismes de recherche en France, seuls le Centre national de recherche scientifique (CNRS) et l'Institut National démographique (INED) hébergent aujourd'hui quelques équipes spécialisées.

Ainsi, d'une façon générale, les universités où de véritables cursus ont pu être mis en place et où des équipes se sont formalisées sont pour l'essentiel celles qui avaient ouvert la marche à la fin des années 70.

Dans les pays en développement, en Afrique notamment, le même scénario semble se produire, avec un décalage temporel. En dehors des enseignements spécialisés, l'immense majorité des étudiants continue de passer à côté de ces savoirs nouveaux. Les chercheurs qui s'y consacrent continuent pour leur part à souffrir d'un manque de légitimité et de reconnaissance de leurs pairs, à connaître des difficultés dans leur carrière, à être rattachés à des équipes où le genre ne constitue même pas un axe de recherche affiché, à être contraints à faire autre chose que le travail pour lequel ils sont formés. Enfin, beaucoup de hauts diplômés ne trouvent pas de débouchés correspondant à leur formation, et beaucoup d'étudiants, pas d'enseignants capables de les encadrer.

Par conséquent, la recherche et l'enseignement en genre ont été qualifiés souvent de parents pauvres de la communauté scientifique notamment académique, en général. Ces difficultés

sont à l'origine du retard considérable que les pays africains sont en train de prendre, tant sur le plan de la recherche internationale que sur celui de la résolution des problèmes de société (inégalité des chances, violences sexuelles et domestiques, précarisation du travail des femmes, féminisation de la pauvreté, etc.).

Cette situation semble être expliquée en partie par le fait que la recherche en genre a émergé des activistes (féministes) pour timidement intégrer le cercle universitaire (Mama A.; 2004).

Ainsi est-il temps que l'Université prenne sa place dans le processus de construction théorique et de production de connaissances dans ce domaine pour notamment appréhender et influencer les transformations sociales et politiques que posent les processus d'intégration des intérêts des femmes et de correction des inégalités de genre.

C'est dans cette perspective que le Laboratoire genre et recherche scientifique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar a été mis en place. Il est né dans un contexte national favorable à la réflexion sur les questions de genre et la nécessité de transformer les rapports sociaux avec pour finalité l'égalité entre les hommes et les femmes, égalité étant désormais reconnue parmi les déterminants à la construction d'un développement durable. En effet, au Sénégal, comme du reste dans la plupart des pays africains, le cheminement constant de la réflexion sur la promotion de la femme et l'égalité des sexes a permis une pacification du débat sur les questions de genre et l'acceptation par l'essentiel des acteurs, à travers le concept genre, de l'enjeu de rapports égalitaires et de l'exercice de la citoyenneté pour l'atteinte des objectifs de développement.

Par ailleurs, l'étude exploratoire<sup>6</sup>, commise plus tôt cette année par le CRDI sur les modalités et les stratégies de collaboration avec le laboratoire genre de l'UCAD a mis l'accent sur le rôle important que le laboratoire pourrait et devrait pouvoir jouer en tant que mécanisme opérationnel de promotion et d'institutionnalisation du genre dans l'enseignement supérieur et offrir une plus grande possibilité pour soutenir le développement d'une capacité de recherche et de formation autour des questions relatives au genre, tant au sein des universités du Sénégal que de la sous région de l'Afrique de l'Ouest et du centre.

Enfin, un consensus s'est dégagé sur la pertinence de la création du laboratoire, auprès de l'ensemble des acteurs rencontrés par la consultante commise par le CRDI dont les préoccupations sont entre autres : (i) combler le manque de sources d'information sur le genre au niveau universitaire, (ii) disposer des données désagrégées par sexe et de faciliter l'intégration de l'égalité entre les sexes dans les pratiques de travail et les projets appuyés par les partenaires (iii) susciter l'intérêt et outiller de jeunes chercheurs pour entreprendre des recherches en genre; (iv) renforcer les capacités en genre des acteurs de développement (v) avoir un regard croisé sur les problèmes de développement en tenant compte du genre, à travers les productions de recherche (vi) faciliter le dialogue entre les chercheurs et décideurs politiques et favoriser un processus dynamique d'élaboration de politiques et programmes de développement tenant compte du genre.

La justice de genre est centrale aux processus de transformations sociales et politiques. Ceci justifie entre autres la mise en place d'institut de genre et de recherches féministes.

---

<sup>6</sup> Diagne, A. D : Étude exploratoire sur les modalités et stratégies d'un partenariat entre le CRDI et le laboratoire genre et recherche scientifique de l'FAN/Cheikh Anta Diop; juin 2006

Toutefois, les tentatives de l'institutionnalisation de solides programmes d'études en genre dans les universités se confrontent à plusieurs contraintes qui semblent mener à une sorte de cercle vicieux.

- En effet, les femmes occupent généralement une position faible et des postes non stratégiques dans les institutions d'enseignement supérieur, les ressources tant humaines, financières que techniques sont très faibles pour permettre un enseignement et des recherches de qualité en genre et études féminines. Ceci contribue alors à renforcer le faible développement de l'enseignement du genre dans l'enseignement supérieur et par conséquent la région continue à être privée de capital humain et intellectuel significatif pour assurer les transformations sociales nécessaires à un développement équitable..
- Si le nombre d'universitaires femmes augmente significativement depuis les indépendances, la distribution du pouvoir et des privilèges demeure au désavantage des femmes. Il en est de même que la production scientifique des femmes.
- En outre, bien que les relations de genre soient et demeurent les types de transformations les plus significatives de la région, les faibles capacités et le manque d'information sont souvent cités comme des obstacles majeurs pour contrecarrer les discriminations et leurs conséquences.
- Les rares académiciens et chercheurs africains en genre sont des ressources intellectuelles valables et compétentes. La plupart sont des innovateurs au niveau méthodologiques et interdisciplinaires dans leur orientation.
- Cependant, du fait de leur confinement et isolation dans leur propre institution, ces ressources ont tendance à être extraverties et plus reliées à des centres en dehors de la région ; ceci semble être un résultat des contraintes d'ordre matériel (infrastructure) et intellectuel qui résultent elles-mêmes de l'état de sous développement.

Quoique nécessaires, la création et le renforcement des instituts d'études de genre dans les institutions d'enseignement supérieur posent aussi des défis qui suggèrent des stratégies bien pensées et réfléchies. Un équilibre doit être recherché d'une part pour maintenir les liens avec les pratiques politiques sans toutefois être réduits à des agences d'exécution et de prestations de services.

### **III – Objectifs du projet**

#### **3.1- Objectif global**

Le projet de recherche a pour objectif général l'institutionnalisation du genre, des droits et de la participation citoyenne des femmes dans les programmes et méthodes d'enseignements dans des facultés de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il vise également la création et le développement d'une capacité de recherche en genre et recherche scientifique au niveau universitaire au Sénégal.

#### **3.2- Objectifs spécifiques**

- 1- Développer les compétences en genre et recherche scientifique en l'occurrence des jeunes chercheurs notamment en sociologie, en sciences juridiques et à l'institut des Sciences de l'Environnement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD);
- 2- Intégrer le genre et les droits des femmes et la citoyenneté dans l'enseignement et la recherche dans ces facultés;
- 3- Explorer et faciliter les conditions d'une collaboration avec les institutions d'enseignement supérieur de la sous-région;

- 4- Explorer les possibilités et conditions d'une extension des activités du laboratoire dans les autres facultés de l'UCAD.
- 5- Promouvoir et contribuer à la production de connaissances scientifiques sur les rapports de genre et les droits des femmes au Sénégal.

## IV – Méthodologie

Pour concrétiser l'objectif du projet, le laboratoire genre privilégie six axes d'intervention notamment : le renforcement des compétences en genre et citoyenneté et en recherche par le développement de supports de formation et outils d'analyse et de planification tenant compte du genre, la formation en genre et l'encadrement d'étudiant(e)s travaillant sur le genre; la promotion de la recherche en genre; le développement d'un système d'information sur le genre; l'animation scientifique; l'appui-conseil aux partenaires, et le développement des capacités d'intervention et de l'autonomie du Laboratoire genre.

- Pour le développement de supports de formation et outils d'analyse, le laboratoire genre va élaborer des modules de formation, concevoir des outils et appuyer la conception d'une Unité de Valeur en genre à intégrer dans le curriculum du Département de Sociologie, qui à terme pourrait faire l'objet d'un tronc commun pour les autres départements et facultés.
- Au niveau de la formation, l'intervention portera sur
  - o Les méthodologies et techniques de recherche, sur les aspects théoriques, conceptuels et méthodologiques du genre
  - o Des séminaires sur la stratégie d'intégration du genre dans le développement autour de thématiques telles que le genre dans les secteurs sociaux; le genre dans les secteurs économiques ; le genre dans l'environnement et la gestion des ressources naturelles ; la budgétisation selon le genre, le genre et la migration ; le genre, la gouvernance et la citoyenneté ; le genre et les droits humains ; le genre, la culture et la société ; le genre et les NTIC ; le genre et la valorisation des technologies et des innovations ; le genre et les médias.
- En ce qui concerne l'encadrement des étudiants, le Laboratoire genre accueillera des étudiants de maîtrise, de DEA ou de doctorat dont les mémoires et thèses porteront sur le genre et développement. L'encadrement se fera en co-direction avec les enseignants partenaires qui dirigeront les travaux des étudiants. L'encadrement des étudiants sera un moyen de créer une pépinière de chercheurs en genre et de faciliter l'intégration du genre dans les curricula universitaires.
- La promotion de la recherche se fera à travers le développement de projets de recherche portant sur le genre et le développement en vue de soutenir la production de données, le niveau de connaissance des spécificités selon le sexe sur le terrain et la validation des stratégies d'intervention. Les recherches porteront sur des thèmes inhérents aux problèmes et enjeux identifiés en matière de genre et développement au niveau de la sous région. A cet effet, les domaines prioritaires de recherche retenus pour la première phase d'intervention du Laboratoire genre sont : la gouvernance et la participation citoyenne, l'économie, l'environnement et la gestion des ressources naturelles, les sciences, la technologie et la culture.

Les équipes de recherches qui seront mises en place seront composées :

- de chercheur(e)s et d'expert(e)s dans les domaines à étudier,
- d'expert(e)s en genre,

- d'étudiant(e)s travaillant sur le genre et le développement.
- Le laboratoire procédera au développement d'un système d'information sur le genre, destiné à alimenter les argumentaires pour la transformation des rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes et à éclairer la prise de décision des politiques, se fera à travers : la création de bases de données sur le genre et le développement,
  - o la publication des recherches et des documents de travail, élaborés dans le cadre des activités du Laboratoire genre,
  - o la création d'un centre de documentation accessible aux chercheurs et étudiants travaillant sur le genre et
  - o la mise en place et la gestion d'un site WEB sur Genre et Recherche. Cette action sera à consolider dans la mesure où le Laboratoire genre a débuté la création d'un tel site dans le cadre d'un exercice commandité en 2005 par le PNUD et portant sur le recensement des informations désagrégées par sexe actuellement disponibles dans les différents secteurs d'activités.
- L'animation scientifique, destinée à soutenir la visibilité du Laboratoire, portera sur l'échange de productions et d'expériences avec d'autres institutions à travers l'organisation de séminaires et ateliers thématiques sur le genre et le développement,
  - o la tenue de fora et de conférences sur les recherches du Laboratoire genre en vue d'en diffuser les résultats des recherches,
  - o la participation à des groupes de réflexion en ligne sur des questions de développement et/ou de société en corrélation avec la problématique du genre,
  - o l'accueil de rencontres internationales sur des thématiques majeures
  - o la vulgarisation des thèmes de recherche

7) En ce qui concerne l'appui-conseil, il s'agit pour le Laboratoire genre d'offrir ses services pour d'une part assurer le suivi des formations dispensées et des projets de recherche des étudiants et d'autre part apporter assistance aux partenaires (facultés, ministères, parlements, collectivités locales, ONG, entreprises privées et organes de presse) notamment pour l'application sur le terrain des méthodologies et stratégies développées au niveau du Laboratoire dans la formulation, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de développement et la production d'émissions sur le genre. Dans ce cadre, l'exercice pilote d'accompagnement, initié au Sénégal depuis 2005 par le Laboratoire genre en partenariat avec l'UNIFEM, sera poursuivi en vue d'une meilleure intégration de la sexospécificité dans les budgets des institutions publiques dont les universités, les différents ministères. Les interventions du Laboratoire genre auprès des partenaires feront l'objet de protocoles de collaboration.

## **V – Stratégie d'intervention**

Pour mener à bien sa mission, le Laboratoire genre développera une stratégie de collaboration avec les enseignants et chercheurs, ainsi que des partenariats avec divers acteurs impliqués dans le développement.

### ***5.1 - Une stratégie de collaboration interne à l'Université***

Pour exécuter son programme d'action, le Laboratoire genre va s'appuyer essentiellement sur les chercheurs de l'IFAN/CAD, qui vont constituer le noyau permanent de ses personnes ressources, ainsi que sur les enseignants chercheurs des autres facultés et principalement du département de sociologie.

La composition pluridisciplinaire de l'IFAN/CAD apparaît comme une opportunité pour le Laboratoire genre qui peut ainsi bénéficier de la diversité des expertises qui s'y retrouvent. L'Institut dispose en son sein d'une capacité technique importante et multidisciplinaire, en adéquation avec le caractère transversal et multidimensionnel du genre.

L'IFAN/CAD, structuré en départements et laboratoires, comprend 46 chercheurs couvrant les disciplines suivantes : sciences humaines, langues et civilisations, biologie animale, botanique et géologie, information scientifique et muséologie. Cet éventail de disciplines offre un potentiel de compétences dont l'engagement dans les activités du Laboratoire sera d'un grand apport.

Leur collaboration sera consolidée autour de deux principes, d'une part l'acceptation par chaque partie de prendre en compte le genre dans son domaine d'intervention et d'autre part l'engagement de contribuer activement à la mise en œuvre du programme du Laboratoire autour de projets communs de recherche qui seront conjointement définis.

Concrètement, la coopération entre le Laboratoire genre et les chercheurs de l'IFAN/CAD sera inscrite dans une démarche fédérative autour de l'élaboration et de l'exécution de programmes de recherche communs, le développement de compétences en genre, le transfert de l'information scientifique, l'organisation conjointe de colloques et séminaires et la co-publication.

Pour les autres Facultés, le partenariat se fera autour de la formation et l'encadrement des étudiants, notamment le Département de sociologie et l'Institut des sciences de l'environnement qui souhaitent disposer de l'appui du Laboratoire pour inclure dans le curriculum de formation une unité d'enseignement sur le genre.

### ***5.2 - Une stratégie de collaboration externe aux autres universités et institutions***

Quoique multidisciplinaire, l'équipe de l'IFAN à elle seule n'a pas les capacités de fournir toute la formation, l'encadrement et la production de connaissances envisagées

Au niveau national, en plus de l'équipe de chercheurs de l'IFAN/CAD, le Laboratoire genre va collaborer avec des personnes ressources externes provenant des différents secteurs d'activités. Un fichier d'experts sera établi à cet effet. Ils seront liés au Laboratoire par des contrats de services.

Il sera également fait appel à des experts provenant des institutions universitaires et des structures de recherche partenaires pour des prestations à court terme. Leurs interventions seront prises en compte dans le cadre de protocoles de collaboration qui seront établis à cet effet pour spécifier leurs apports réciproques.

Au niveau de la sous région ouest africaine, le Laboratoire genre va définir un programme de collaboration et de prestations de services qui fera l'objet de protocoles de collaboration avec les universités et les instituts de recherche partenaires. Ce programme sera bâti autour des actions suivantes :

- la formation en genre et recherche à l'intention des étudiants, ONG et agents de l'Administration ;
- le développement de projets de recherches et d'analyses comparatives sur les questions de genre ;
- l'organisation de séminaires de réflexion sur le genre et la recherche féministe et des ateliers de partage des résultats des recherches dans la sous région.
- la mise en place de bases de données sur les pays de la sous région.

- L'échange de chercheurs et d'étudiants.

Par ailleurs, l'expertise canadienne sera mise à contribution notamment pour les questions émergentes relatives à la citoyenneté. Des chercheurs canadiens seront invités pour animer des séminaires-formation sur ces questions.

### ***5.3- Une stratégie de partenariat avec les organismes de développement et organisations de la société civile***

Pour assurer sa durabilité, sans pour autant se transformer en prestataires de services, le Laboratoire genre entend développer une stratégie de partenariat qui lui garantisse la continuité de ses programmes et la qualité de ses services. A cet effet, la mobilisation et l'engagement des différentes parties prenantes en matière d'égalité des sexes, y compris le Gouvernement, à assister le Laboratoire apparaissent comme des conditions indispensables pour assurer sa pérennité.

Il faut déjà relever un dynamisme potentiel corroboré par quelques initiatives réalisées à l'entame de la création du Laboratoire genre. Au Sénégal, l'UNIFEM et le PNUD sont les premiers partenaires à engager des actions avec le Laboratoire respectivement pour l'accompagnement de certains ministères dans le processus de prise en compte du genre dans leurs budgets d'investissement et de fonctionnement, la formation en genre du personnel du PNUD, la confection d'un manuel de formation sur le genre pour ce personnel et la création d'un site WEB sur les données existantes en genre et développement. Pour confirmer ce dynamisme et consolider sa crédibilité, le Laboratoire définira une stratégie de partenariat qui lui permettra de canaliser les opportunités de collaboration et d'appui à l'exécution de son programme d'action.

Plusieurs partenaires ont déjà manifesté un intérêt à collaborer avec le Laboratoire genre notamment, (i) le Centre d'appui sous régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest (SURF/WA), l'UNFPA et la FAO entre autres, (ii) des ministères sectoriels à l'instar du Ministère de l'Economie et des Finances à travers la Cellule de Suivi de la mise en œuvre du DSRP, le Ministère de la Famille, de la Femme et du Développement Social, le Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique et (iv) des ONG comme le Mouvement citoyen et le Forum civil qui interviennent en particulier sur les questions de citoyenneté et de justice et (v) des structures de presse à l'instar de la Radio télévision Sénégalaise (RTS).

Les services attendus et exprimés par des partenaires rencontrés dans le cadre de l'étude commanditée par le CRDI réfèrent aux besoins : (i) de renforcement des capacités en genre des acteurs de développement, (ii) de création de modules de formation en genre au sein des institutions universitaires et d'encadrement des étudiant(e)s, (iii) de production de connaissances en termes d'information et de données sur le genre, d'outils d'analyse et de planification selon une perspective genre, et (iv) d'accompagnement des acteurs sur le terrain pour apporter l'appui technique et scientifique aux programmes qu'ils formulent en vue d'obtenir les transformations sociales et économiques nécessaires à l'amélioration de la qualité de vie des populations et à la création de richesses.

Des conventions ou protocoles d'accord seront établis entre les différentes parties pour consacrer la position du Laboratoire genre comme interface en matière de genre et formaliser les opportunités de partenariat manifestées et celles à venir.





## VII – Principaux produits

Les principaux produits attendus sont les suivants :

1. Un module sur le genre dispensé dans au moins deux facultés
2. Des manuels génériques et thématiques sur le genre disponibles
3. Un centre de documentation fonctionnel
4. Des études menées et diffusées
5. Un site WEB actif avec des bases de données sur les pays de la sous région.
6. L'encadrement d'au moins trois étudiants pour la production de mémoire et thèse
7. Un cours de méthodologie de recherche trimestriel intégrant le genre suivi par les étudiants en maîtrise et au doctorat
8. L'échange de chercheurs et d'étudiants provenant de divers pays.
9. Des séminaires et ateliers sur le genre tenus
10. Mémoires et thèses des étudiants

## VIII – Résultats attendus

1. Des outils et supports de diffusion et de partage des données et de l'information sur le genre et le développement sont disponibles ;
2. Les compétences au niveau national et régional, en vue de la prise en compte des questions relatives au genre dans le développement, sont renforcées avec la contribution du Laboratoire ;
3. Le niveau de connaissances, relatives aux questions de genre au niveau national et régional, est amélioré par les résultats de la recherche, la formation et l'animation scientifique avec l'assistance du Laboratoire ;
4. Les recherches effectuées permettent de disposer des données sur les inégalités pour faire avancer la connaissance et améliorer la planification des politiques et programmes.
5. L'introduction du genre dans les enseignements de facultés produits une masse critique d'étudiants prêts à se spécialiser en genre et un nombre plus important de mémoire et thèses prenant en compte le genre.
6. La formation en genre à l'intention des agents de l'Administration et membres des ONG participe au renforcement des capacités en genre des acteurs de développement.
7. Les échanges et séminaires facilitent le dialogue entre les chercheurs, enseignants et étudiants de la sous région
8. Le développement de projets de recherches et d'analyses comparatives sur les questions de genre et l'organisation de séminaires de réflexion, des ateliers de partage des résultats des recherches permettent d'avoir un regard croisé sur les problèmes de développement en tenant compte du genre dan la sous région.

## IX – Diffusion des résultats

La diffusion des résultats du projet se fera par divers moyens dont :

- Des publications d'ouvrages
- La diffusion à travers le Site WEB
- Des séminaires,
- Des discussions à travers les médias.

Les produits de la recherche seront les outils élaborés et documents produits seront mis à disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons Attribution-Non commercial Share-Alike Licence 2.5 (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.5>)

## **X – Institution et personnel**

### ***Ancrage institutionnel et structuration du Laboratoire***

Le Laboratoire genre, créée en novembre 2004, sur décision de l'Assemblée de l'Université est domicilié au sein de l'institution universitaire de recherche IFAN/UCAD.

Pour son fonctionnement, il est soumis aux règles administratives et financières qui régissent l'IFAN/UCAD. Sur le plan budgétaire, le Laboratoire genre, à l'instar des autres laboratoires de l'IFAN/UCAD, bénéficie d'une autonomie de gestion, dispose d'un compte bancaire propre, géré conjointement par la Directrice du Laboratoire et le Directeur de l'IFAN/UCAD.

Les chercheurs de l'IFAN vont constituer le noyau permanent de ces personnes ressources, mais le laboratoire fera également appel à des experts provenant des institutions universitaires et des structures de recherche et partenaires y compris de la sous région.

Le laboratoire compte, en partenariat avec les différents départements et facultés des Universités, va sélectionner et encadrer des jeunes étudiants en maîtrise, en DEA et en Thèse de doctorat travaillant sur des sujets relatifs aux problèmes de genre et de développement.

Les questions de recherche qui feront l'objet de sujets de mémoire et de thèse seront identifiées avec les différents partenaires selon leurs domaines d'intérêts.

Un comité scientifique chargé du suivi de la recherche sera composé à la fois des universitaires et des professionnels de terrains.

### ***Plan organisationnel***

Sur le plan organisationnel, le Laboratoire est structuré autour des mécanismes suivants : un conseil scientifique, une unité de coordination des activités, une unité administrative et financière, une unité de recherche, une unité de formation, et une unité de communication.

A) Le conseil scientifique, est constitué des représentants de chacune des parties prenantes à savoir : le Rectorat, la Direction de l'IFAN/CAD, l'équipe de recherche pluridisciplinaire du Laboratoire et les partenaires nationaux et extérieurs du Laboratoire. Il se réunit une fois par an pour prendre les décisions au niveau administratif, approuver le programme d'action annuel du Laboratoire et soutenir le développement du partenariat et la mobilisation des ressources.

B) L'unité de coordination et de gestion scientifique du projet est coordonnée par la directrice du Laboratoire qui supervise les divisions. Elle est chargée de produire le rapport annuel sur le fonctionnement, coordonne l'équipe de recherche pluridisciplinaire.

1. Division gouvernance administrative et financière : sous la direction du coordonnateur du programme aura comme tâches, en relation avec le service administratif et financier de l'IFAN/UCAD, d'assurer la gestion administrative des

personnes ressources du Laboratoire, la gestion financière de son budget de fonctionnement et des apports des partenaires-bailleurs de fonds Elle donnera un appui au coordonnateur, aux chercheurs et étudiants, en secrétariat, gestion du courrier, du téléphone et autres tâches administratives (Recruté sur appel d'offre).

2. Division formation

Elle est chargée du suivi de l'exécution des programmes de formation, et d'organiser les séminaires et colloques (Rokhaya Fall).

3. Division recherche

Elle est chargée de la coordination des programmes de recherche et de l'encadrement des étudiants en Maîtrise et doctorat (Pape Demba Fall).

4. Division communication

Elle est chargée de la gestion du site WEB et du centre de documentation et des relations avec les médias (recruté sur appel d'offre).

Le laboratoire aura recours à des experts externes pour l'enseignement de la recherche et l'animation des séminaires.

## **XI – Suivi et évaluation**

Le suivi- évaluation se fera à deux niveaux : l'évaluation du projet lui-même et la détermination des conditions optimales de mise en d'un laboratoire de recherche à vocation sous régionale en plus de l'évaluation des contenus et programmes développés dans le cadre de ce projet pour avoir les bases d'une appréciation des conditions de constitution d'une école doctorale en genre et recherches féministes.

- 1- L'évaluation de processus de la mise en œuvre des activités du projet se fera au terme de la première année pour une meilleure efficacité du programme, afin de prendre des mesures de réaménagements nécessaires pour la suite du programme. L'évaluation des résultats se fera à la fin du projet.
- 2- L'évaluation des contenus des cours et de la qualité de la recherche sera menée par les enseignants et experts de la communauté universitaire. Un comité d'évaluation sera mis en place en relation avec le rectorat qui ambitionne de mettre sur pied une école doctorale en genre. Des experts de la sous région seront mis en contribution notamment dans une perspective de faire du laboratoire une entité sous régionale.

## **XII Risque et faisabilité**

Les risques qui pourraient affecter le fonctionnement et l'efficacité du Laboratoire genre concernent essentiellement :

1. L'insuffisance des ressources humaines et financières pour conduire son programme d'action
2. Le degré d'engagement des autres structures de l'Université et des partenaires
3. L'insuffisante fréquentation de la structure.

Des stratégies concertées et consensuelles seront précisées par des forums électroniques.

### **XIII – Budget prévisionnel**

Voir le fichier Excel en annexe

## Références

Diagne, Astou Diop : Étude exploratoire sur les modalités et stratégies d'un partenariat entre le CRDI et le laboratoire genre et recherche scientifique de l'FAN/Cheikh Anta Diop; juin 2006

Mama, Amina : Critical capacities: Facing the challenges of intellectual development in Africa; Inaugural Address as Professor to the Prince Claus Chair in Development and Equity 2003/2004 delivered on 28 April 2004 at the Institute of Social Studies, The Hague, The Netherlands

Études Genre en Suisse : Temps de changements, Août 2006

<http://www2.unil.ch/liege/etudesgenre/index.html>

Gouvernement du Sénégal, Ministère de l'Équipement et du Transport : Etude exploratoire portant sur l'analyse et l'impact de l'intégration du Genre dans les politiques et les projets de transport en milieu rural au Sénégal et identification des bonnes pratiques , Mars 2003

PNUD-UNIFEM : « Dimension genre dans le programme de relance des activités économiques et sociales en Casamance » ; Mission préparatoire du programme de relance des activités économiques et sociales de la Casamance (PRAESC), 2001.

Agence Canadienne pour le développement International et Ministère de L'hydraulique République du Sénégal : Diagnostic de la situation et analyse des incidences du Projet de revitalisation des vallées fossiles sur la condition des femmes dans la zone du fleuve Sénégal, du lac de Guiers et du Bas Ferlo, 1999,

Diagne, A. D : Étude exploratoire sur les modalités et stratégies d'un partenariat entre le CRDI et le laboratoire genre et recherche scientifique de l'FAN/Cheikh Anta Diop; juin 2006

Recherches en Etudes Genre en Suisse romande <http://www2.unil.ch/liege/actus/docs-actus/BrochureRechOK.pdf>

Lobby européen des femmes: "Feuille de route en matière d'égalité femmes-hommes pour la Communauté européenne 2006-2010", novembre 2005; Présentée par le <http://www.womenlobby.org>